

DANS L'AÉRONAUTIQUE

1.500 ouvriers sur le pavé, tel est le premier bilan des licenciements.

550 chez Hispano, 134 à la SNECMA-Bilancourt, 100 à la SNECMA-Kellermann, 143 à Sud-Aviation de Courbevoie, 200 chez Ledue à Argenteuil, 102 à Air-Equipement à Asnières, et Voisin 460.

Les patrons ont procédé à ce débauchage massif sans rencontrer de réaction générale dans la corporation même. Cela semble invraisemblable, à si peu de distance des luttes de l'année passée, quand on se rappelle qu'au cours des combats engagés, l'aéronautique fut à la pointe le 28 avril, le 3 et le 25 octobre.

Les raisons des licenciements.

L'Aéronautique française a ceci de particulier, que presque toute sa production est limitée aux prototypes. Et si la fibre patriotique des journalistes de la « grande presse » vibre régulièrement à l'annonce des records établis par les « Gerfaut », « Griffon », « Trident » et autres, on n'explique jamais pourquoi ces avions ne connaissent qu'une vie éphémère. C'est qu'en réalité, depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, l'aéronautique française n'a pu trouver aucun débouché susceptible de lui assurer une fabrication de série, capable d'amener ses prix de revient au niveau de la production américaine.

L'industrie aéronautique française, dont 85 % de la production est militaire, dépend largement des commandes « off shore » subit donc également la répercussion de cette situation. D'autre part la politique de répression suivie en Algérie, contraint l'impérialisme français à sacrifier la production possible de « Caravelle » au besoin immédiat de dollars. Hérel qui préside Sud-Aviation et la chambre patronale, vient de déclarer qu'il envisage de vendre la licence de cet appareil à « Republic Aircraft ».

Les manœuvres patronales.

Dans leur offensive, les patrons sont, tout de même encore prudents, c'est qu'ils sont obligés de tenir compte d'un fait: la classe ouvrière n'est pas battue, les travailleurs de l'aéronautique sont loin d'être écrasés.

Il importe donc aux patrons de l'ouïr. Il était réservé à Blum, de la minorité socialiste, de montrer l'exemple chez Hispano. En même temps qu'il licencie les 550 gars, il accorde une nouvelle promotion d'échelon H.Q.C.S. (ouvrier hautement qualifié, catégorie spéciale) qui apporte ainsi une augmentation de salaire à un certain nombre d'ouvriers, il organise, d'autre part, le jour même du licenciement le référendum concernant la retraite complémentaire UNIRS. A la SNECMA on laisse entendre aux travailleurs, que la direction effectue les calculs d'une éventuelle augmentation de salaires quand l'annonce est faite de débauchage. Les patrons, de plus, claquent à tous vents, qu'une fois assuré le départ des « improductifs », la liquidation des secteurs « non rentables » réalisée, les entreprises seront mieux placées pour accorder de « nouveaux avantages ». Et les travailleurs, restés en place, sont l'objet de multiples sollicitations afin d'effectuer des heures supplémentaires. Car, dans le même temps où on licencie, la pratique des heures supplémentaires s'intensifie!

Les réactions syndicales.

Noyer le poisson! Telle peut être, brutalement qualifiée, la réaction des différentes organisations syndicales. Il ne s'agit pas de l'attitude des sections syndicales d'entreprises qui, composées de militants dévoués, font ce qu'elles peuvent.

Mais devant la complexité du problème des licenciements, de sa liaison étroite avec l'orientation politique et économique générale du pays, ne donner que la perspective d'actions particulières, isolées, limitées, non coordonnées, du genre des pétitions, des délégations, des visites aux députés, au ministre intéressé, c'est faillir complètement à ses responsabilités. Cela n'a rien d'étonnant quand on connaît la limite que ne peuvent dépasser Force Ouvrière, la C.F.T.C. et même la C.G.T., quand il s'agit de mettre en accusation mortelle le régime et les hommes qui le défendent. Liés au char de l'impérialisme français, Force Ouvrière et la C.F.T.C. sont fidèles à elles-mêmes.

La conférence nationale C.G.T.

Elle pouvait stimuler la lutte, en permettant aux militants de confronter leurs expériences et de dégager une ligne d'intervention commune. Malheureusement, placée entièrement sous l'angle de la défense de « l'aéronautique française », pour le retour à une industrie « nationale », délivrée de la « marshallisation », elle montra que la C.G.T. emprisonnée dans le cadre de la politique « nationale » du P.C.F., est incapable d'armer correctement ses militants.

L'augmentation de salaire exigée n'est pas chiffrée. On demande la réduction du temps de travail sans diminution de salaires, mais sans oser avancer le retour aux 40 heures.

Le résultat de cette orientation a été immédiat. Quelques jours après sa tenue, on ne parle même plus de cette conférence. Il y a mieux: dans ses trois derniers numéros, la « Vie Ouvrière » n'a pas trouvé la place pour une seule ligne sur les licenciements de l'aéronautique!

L'usine Voisin, avec ses 460 licenciés, trouvait place, pendant un temps, dans chaque numéro de « l'Huma ». Aujourd'hui, plus un mot.

La carence des organisations syndicales est totale.

Cependant la combativité n'a pas disparu. L'intervention du délégué de chez Morane l'a montré:

« A Ossun, après cinq semaines de grève, ce n'est pas de reprise qu'on parle, mais de tout faire sauter. Je ne me sens pas du tout capable actuellement de leur dire de retourner au boulot, et s'il y en a un autre qui veut le faire, je lui cède volontiers la place. Il ne sera pas de la fête! »

Chez Hispano, malgré les licenciements qui pesaient sur eux, différents ateliers débrayent contre l'abaissement des temps. Même action à la S.N.E.C.M.A. (13°).

Le délégué de Air Equipement rappelle que, dans son usine les ouvriers voulaient débrayer, au moment des grèves de Saint-Nazaire, mais qu'on leur a expliqué qu'il fallait attendre d'être bien organisé! Le délégué de la S.N.C.A.N. explique que sa section syndicale a reconnu devant les travailleurs qu'après le 25 octobre il fallait continuer.

Et Chevalier, responsable de l'U.S.T.A.S., analysant les raisons du tassement intervenu après cette date, déclare: « Trop de camarades attendaient un nouveau mot d'ordre, trop de camarades voulaient que l'on parte du niveau atteint le 25 octobre. »

Dans l'aéronautique comme ailleurs, les travailleurs ne veulent plus des grèves tournantes, ils désirent se battre dans un mouvement d'ensemble, reliant toutes les luttes particulières à une lutte générale.

Lutte qui doit aboutir à la nationalisation, sans indemnité, de toute l'industrie aéronautique, au contrôle ouvrier sur sa production, à l'instauration d'un gouvernement ouvrier et paysan.

VATAUD.

DANS L'AUTOMOBILE

La Conférence nationale de l'automobile, cycle et motocycle, organisée par la C.G.T., s'est déroulée les 1^{er} et 2 février à la Grange-aux-Belles.

Le nombre de délégués, incroyablement faible à cette conférence nationale, s'échelonnant au gré des séances de 80 à 120 y révèle un malaise très profond que le rapport de Beaumont n'aborde pas du tout.

C'est beaucoup plus à travers les interventions des délégués à cette conférence que les problèmes apparaissent sur tous les plans et toutes les questions.

Des interventions les plus marquantes, citons:

CHAUSSON (6.000 ouvriers). Les débrayages successifs de l'été dernier N'ONT PAS ÉTÉ PAYANTS, les travailleurs aspirent à des combats plus larges. L'unité avec F.O. et C.F.T.C. ne s'est pas développée. Au contraire, l'unité des trois syndicats, réalisée il y a deux ans, est rompue, le syndicat F.O. ayant durci sa position. C.G.T. et C.F.T.C. ont tenté d'établir une plateforme commune avec F.O. sur la question de l'accord d'établissement.

PANHARD (5.000 ouvriers). De moins en moins de syndiqués et le nombre de militants est trop réduit pour engager une campagne importante de recrutement. De plus des ouvriers disent: « A quoi ça sert de se syndiquer? ». En fait, il n'y a pas de vie syndicale suivie. La tentative de formation de sections syndicales décentralisées (à l'entretien par exemple) a fini par échouer.

BERLIET (11.000 ouvriers), 1.450 syndiqués fin 1957. Historique de la grève de novembre-décembre. Là également, les rapports avec F.O. sont plutôt « tendus », la division aussi dans cette usine étant principalement alimentée par l'ACCORD-MAISON. La répression patronale s'est exercée: 25 licenciements, 50 convocations au commissariat de police. La défense des licenciés s'est bornée à la solidarité financière, la « foi » n'y étant pas. Le camarade de chez BERLIET a ensuite insisté longuement sur l'aggravation des clauses restrictives, anti-grève, de l'accord-maison reconduit fin décembre.

PEUGEOT (17.700 ouvriers). L'accord d'entreprise domine, là aussi, la situation, dans cette usine particulièrement « paternaliste ». La C.G.T. en 1955 n'a pas signé l'accord. Deux positions entre militants ont continuellement partagé le syndicat depuis cette date. Lors du renouvellement de l'accord fin 1957, une partie du syndicat a estimé qu'il fallait signer pour participer aux discussions. Des discussions assez rudes à l'intérieur du syndicat ont eu lieu. Lorsqu'une majorité finit par se dégager pour la signature, la C.G.T. demanda à participer aux discussions de renouvellement de l'accord mais en fut écartée néanmoins et le patron tout en faisant quelques concessions aggrava les clauses restrictives anti-grève du préambule.

ZENITH. Les travailleurs se sont battus lors des événements de chez BERLIET, en novembre-décembre. Ils ont occupé les locaux, « coincé » le patron pour pouvoir discuter et ont obtenu quand même, malgré l'intervention des C.R.S. déployés dans la région, un nouveau barème de salaires (5 à 15 fr.), une prime de fin d'année, la retraite complémentaire. 60 % du personnel est syndiqué à la C.G.T. Tous les travailleurs sont mécontents et se déclarent PRÊTS À REPRENDRE LA LUTTE SI UN MOUVEMENT ÉTAIT GÉNÉRALISÉ.

MOTOBECAINE. Une des interventions majeures de cette conférence dans la mesure où sont liés les problèmes de l'entreprise avec les perspectives générales de la classe ouvrière et l'appréciation sur la faiblesse de la représentation des usines à cette conférence à la lassitude des copains écœurés des débrayages d'une heure par jour pendant trop longtemps.

« Oui ou non, dit-il, est-on décidé à faire un mouvement général? Le 25 octobre a été bon, alors? Il faut sortir d'ici avec la résolution de faire l'unité, d'accord! Mais préparer un mouvement de tous les syndicats de toutes les corporations. »